









FINANCEMENT « CLIMAT »

Etat des lieux, perspectives et focus sur le marché du carbone, le REDD+ et l'adaptation



SOMMAIRE



1. ETAT DES LIEUX SUR LE FINANCEMENT APRES VARSOVIE

- 2. LES MARCHES DU CARBONE « REGLEMENTES »
- 3. LES MARCHES DU CARBONE « VOLONTAIRES »
- 4. LE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION
- 5. LE FINANCEMENT DU REDD+



Financement : enjeu central des négo



Accords de Copenhague (2009) :

- 30 G\$ sur 2010-2012 = financement « Fast Start »
- 100 G\$/an d'ici 2020 = financement de long terme

3 points de débat à Doha (2012) sur le financement :

- **Sources** de financement pour la période **2013-2020** ?
- **Sources** de financement pour la période **post-2020** ?
- Modalités d'opérationnalisation du Fonds vert (créé à Cancun en 2010)?



Financement 2012-2020 et post-2020



→ 2013-2020

Position des pays en développement : atteindre 60 G\$ d'ici 2015

Décision de Doha: 1/ **Pas de montant**, 2/ « **invitation** » des Parties à renouveler leurs financements à hauteur de leurs **contributions** au Fast Start 2010-2012

Positions des pays développés :

- Allemagne, Commission européenne et Royaume-Uni : promesses pour 6 G\$
- Australie, Canada et France : déclarations d'intention (sans montant)
- Les autres : silence.

→ post-2020

Décision de Doha : prolongement jusqu'à la COP19 de Varsovie du **Programme de travail sur les financements de long terme** (avec inputs du **G20** et du **Groupe consultatif de haut niveau** sur les financements climat)



Opérationnalisation du Fonds vert 1/2



Fonds vert évoqué dans les Accords de Copenhague en 2009

Officiellement créé par les Accords de Cancun en 2010

Objectif: **coordonner les financements** privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux, sous forme de dons, prêts concessionnels, prêts, etc. du **régime climatique mondial**

Phase pilote (2012-2013) avec administration conjointe par Banque mondiale, Secrétariat exécutif de la CCNUCC, Fonds pour l'environnement mondial

- Principal point d'achoppement :
- Les pays en développement veulent que seuls les pays développés abondent le Fonds vert.
- Ces derniers conditionnent leur financement à celui des grands émergents.



Opérationnalisation du Fonds vert 2/2



Décision de Doha :

- → Siège choisi : Songdo, Corée du Sud...Pays « charnière » entre pays développés et en développement : PVD dans les années 60, aujourd'hui 15 ème puissance mondiale
- → Recommandation au CA intérimaire du Fonds vert et à la Corée du Sud pour que le Fonds démarre ses activités dès mi-2013 et soit fonctionnel début 2014
- → Rapport du CA intérimaire demandé pour la COP19 de Varsovie :
- Procédure d'allocation des Fonds?
- Equilibre des financements entre l'adaptation et l'atténuation ?
- **Sécurisation** des abondements ?
- Mise en place d'un CA permanent
- Collaborations avec le Comité d'adaptation et le Comité exécutif pour la technologie ?



Peu d'avancées à Varsovie sur financements

7 points d'agenda COP, le principal sur financement de LT :

- Consultation permanente sur les financements sous ADP
- Programme de travail sur les financements de LT
- Rapport du Comité permanent sur les financements (CPF)
- Rapport du FVC à la COP et directives pour le FVC
- Arrangements entre le FVC et la COP
- Rapport du FEM et directives pour le FEM
- 5^{ème} revue du mécanisme financier
- → Peu d'avancées sur les points d'agenda (voir détails dans présentation sur Bilan de Varsovie)
- → Annonces de financement **réduites** : 40 MUS\$ promis par la Corée du Sud au FVC, 72,5 MUS\$ promis par 7 pays de l'UE au Fonds pour l'adaptation VS **besoins en milliards d'US\$**



Financements : priorités du groupe Afrique



- Atténuation : moyenne d'émission = 0,37 teCO2/an/africain = 30 fois moins que la moyenne des pays de l'OCDE !!! Emissions de l'Afrique < 5% des émissions mondiales
- Adaptation : région du monde qui sera parmi les plus durement touchées (Cf. ppt sur l'adaptation)
- → Priorité de la plupart des Gouvernements africains et de leurs partenaires techniques et financiers se porte sur l'adaptation
- → Mais intérêts également sur le volet atténuation, notamment REDD+ et MDP, car ces mécanismes peuvent contribuer à la fois à l'atténuation et au développement local

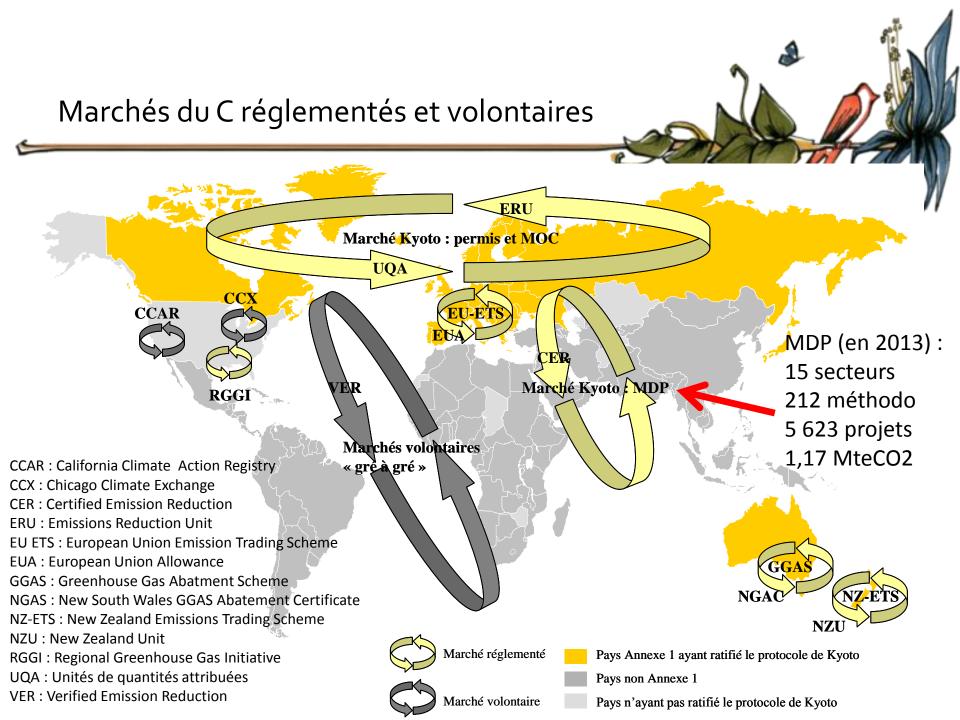


SOMMAIRE

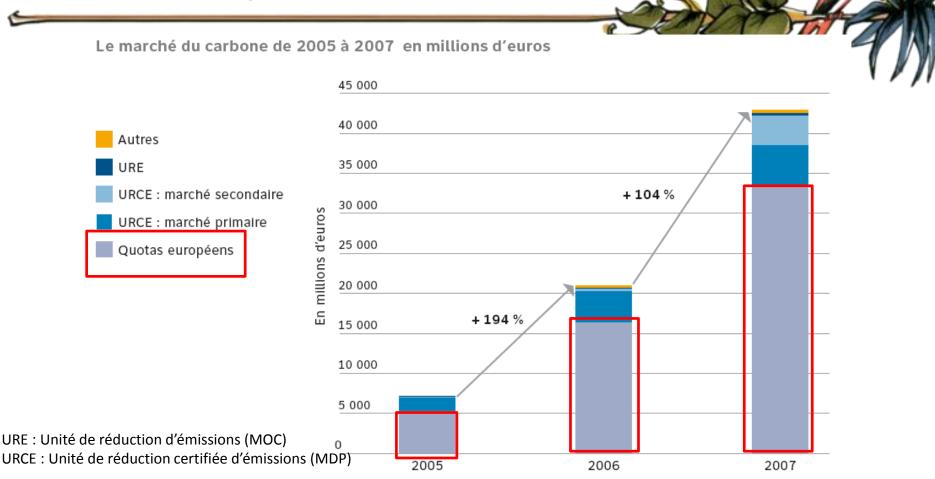


- 1. ETAT DES LIEUX SUR LE FINANCEMENT APRES VARSOVIE
- 2. LES MARCHES DU CARBONE « REGLEMENTES »
- 3. LES MARCHES DU CARBONE « VOLONTAIRES »
- 4. LE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION
- 5. LE FINANCEMENT DU REDD+





EU-ETS : à l'origine du marché Kyoto

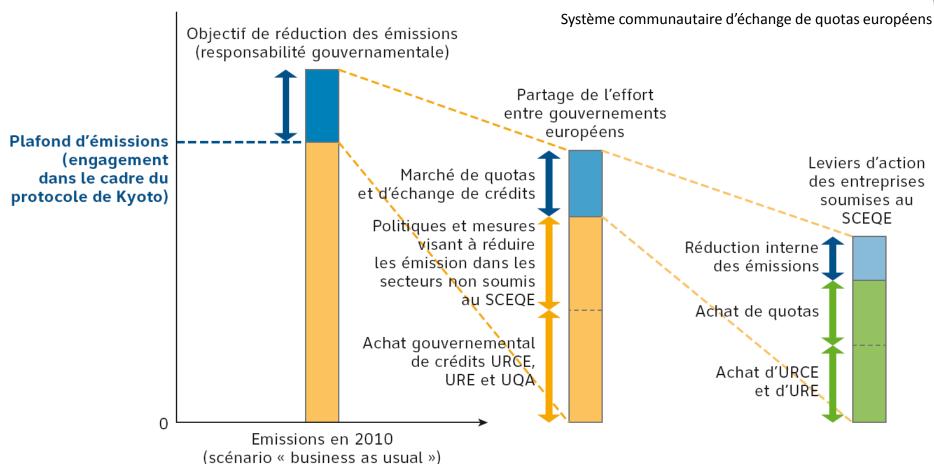


En 2011 : EU-ETS = 40% des émissions de GES européens = 80% des crédits carbone Kyoto = 70 M de crédits échangés chaque jour...Autres marchés réglementés (japonais, norvégien, néo-zélandais et britannique) : confidentiels

Fonctionnement de l'EU-ETS



Articulation entre le protocole de Kyoto et le marché européen SCEQE

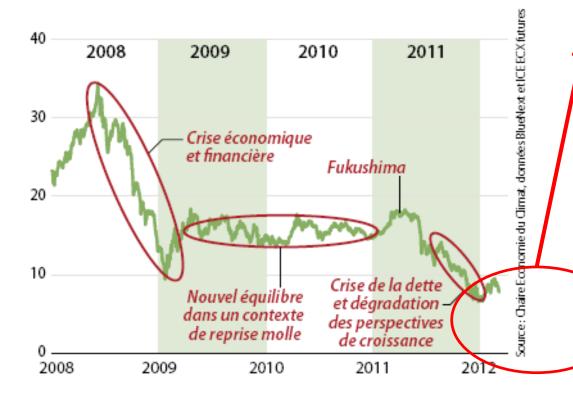




Source: Cambridge Energy Research Associates.

Evolution des cours de l'EU-ETS 2008-2012

Evolution du prix du carbone (en euros par tonne de CO2)





→ Baisse record le 24/01/2013 :
2,81 €/teCO2 !!!

Valeur **tutélaire** pour atteindre le **facteur 4** (-75% de GES d'ici 2050) dans l'UE : **35 €/teCO2** en **2012** et **100 €/teCO2** en **2030**



Marché du C, technologies et développement

Hétérogénéité thématique (projet HFC/PFC/SF/N2O = 2% des projets mais 29% des crédits) et **géographique** (3,6% des crédits MDP viennent d'Afrique et 75% du Mexique, de l'Inde, de la Chine et du Brésil)

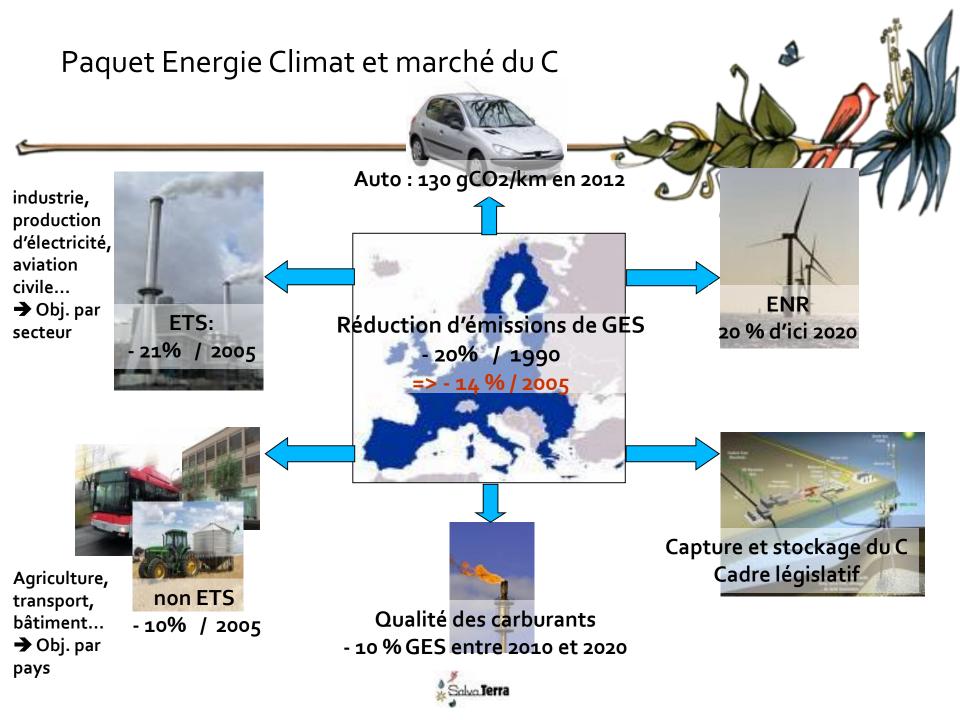
MDP africains: secteurs industriels et énergétiques **peu développés**, coûts de transaction **élevés** et pas tjs abordables pour des porteurs de projet locaux, climat des affaires souvent **dégradé** (peu d'investisseurs étrangers), compétences humaines **pas** toujours **disponibles**...

Transfert de technologie : faible.

Marché carbone Kyoto : **imparfait**, cours **fluctuant** et **incertain**, acheteurs en **oligopsone** (manque de transparence et d'équité dans les transactions - *Emission Reduction Purshase Agreement* - ERPAs), Etats **pas** toujours **préparés** à administrer des transactions carbone

→ Développement local : faible





Directive ETS ou "marché du carbone"



50% du **revenu des enchères** des **quotas carbone européens** (soit **125 G€**) doit être utilisé pour la lutte contre le changement climatique :

Possibilité pour les entreprises d'utiliser jusqu'à 50% de crédits MDP

- Mais 2 secteurs **exclus** sur 2008-2012 (voire sur 2013-20) : le nucléaire et la **forêt ②.** Crainte = **perturbation** du marché
- Seulement les crédits des PMA : meilleure distribution géographique ©

Dans le cas où **accord international** est conclu : la Commission fera des **propositions** pour examiner le cas des **crédits MDP forestiers**, mais également des **crédits REDD+**

→ Mis à part le marché EU-ETS : peu (voire pas) de perspective post-2012 sur les autres marchés réglementés



SOMMAIRE



- 1. ETAT DES LIEUX SUR LE FINANCEMENT APRES VARSOVIE
- 2. LES MARCHES DU CARBONE « REGLEMENTES »
- 3. LES MARCHES DU CARBONE « VOLONTAIRES »
- 4. LE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION
- 5. LE FINANCEMENT DU REDD+



Foisonnement de standards















Foule de standards : les deux plus utilisés = **VCS et CCBS**



(non) importance des marchés volontaires

Figure 13: Historical Offset Demand by Transacted Volume, All Voluntary Carbon Markets



Source : *Ecosystem Marketplace*, Etat du

marché carbone

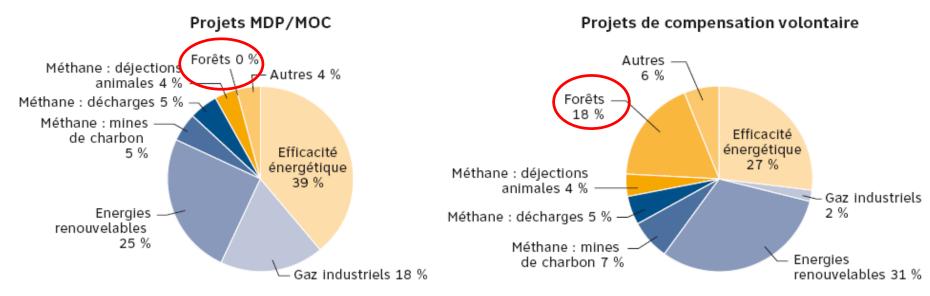
volontaire 2012

- → Marchés volontaires = 1,1% du volume total et 0,3% de la valeur totale du marché carbone! Le reste : marchés réglementés obligatoires
- → Croissance en dent de scie...
- → Les standards volontaires ne « sauveront » pas le marché du carbone



Forêt : surtout dans les marchés volontaires





Source: Banque mondiale, Ecosystem marketplace, New Carbon Finance.

Seule exception à ce qui précède : la **forêt**. **Plus** de projets et crédits forestiers (en % du total et en valeur absolue) dans les marchés **volontaires** que les marchés **réglementés**



SOMMAIRE



- 1. ETAT DES LIEUX SUR LE FINANCEMENT APRES VARSOVIE
- 2. LES MARCHES DU CARBONE « REGLEMENTES »
- 3. LES MARCHES DU CARBONE « VOLONTAIRES »
- 4. LE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION
- 5. LE FINANCEMENT DU REDD+



Besoins pour les PANA sub-sahariens



18 PANA revus, du Sénégal à la RCA : 216 projets = **12 projets en moyenne**, mais gros **écarts** : de 3 projets - Liberia - à plus de 25 - Guinée et Mauritanie

Hétérogénéité des budgets des projets : 5,7 M\$ par projet en moyenne, mais des énormes écarts, de 0,06 M\$ (Sierra-Léone) à 702 M\$ (Ethiopie)

Hétérogénéité des budgets des PANA : **63,5 M\$ par PANA en moyenne**, mais avec des énormes écarts, de 3 M\$ pour la RCA à 773,8 M\$ pour l'Ethiopie



Les financements CCNUCC 1/2



Fonds pour les PMA (Least Developed Countries' Fund – LDCF), géré par le FEM – don.

- Finance l'élaboration des PANA, puis les projets (qui suivent le cycle de projets du FEM)
- Principe de « l'accès équilibré » : plafonds par pays pour assurer que tous les pays auront accès au Fonds. Financement du coût intégral des activités immédiatement nécessaires et barème de cofinancement pour les actions non prioritaires (Décision 3/CP11),
- 537 M\$ prévus mi-2012, dont 346 alloués pour le financement de 49 PANA et 82 projets dans 44 pays. 56% des financements étant alloués en Afrique.

Fonds spécial pour les changements climatiques (*Special Climate Change Fund* – SCCF), géré par le **FEM** – don :

- Volet « adaptation » et volet « transfert de technologie ».,
- S'adresse à tous les **pays non-Annexe I**, les pays les plus vulnérables d'**Afrique**, d'Asie et les petits Etats insulaires en développement étant **prioritaires**,
- 241 M\$ promis au Fonds et 162 M\$ été alloués pour 39 projets, dont 26% en Afrique



Les financements CCNUCC 2/2



Fonds d'adaptation (Adaptation Fund), géré par la Banque mondiale – don.

- Financement de l'adaptation dans les zones les plus vulnérables,
- Critères propres (vulnérabilité, urgence, capacités d'apprentissage, cobénéfices, etc.),
 priorité aux PMA ne pouvant accéder au LDCF,
- Accès direct par entités de mise en œuvre nationales/régionales accréditées (Regional
 / National Implementing Entities) NB: pour l'instant dans l'espace CILSS/CEDEAO,
 seulement Centre de suivi écologique au Sénégal et Fonds national pour
 l'environnement au Bénin.
- Près de 180 M\$ ont été alloués à 27 pays, dont la Mauritanie et le Sénégal.

Fonds vert (*Green Fund*), prévu par la Décision 1/CP16 comme entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la CCNUCC. Opérationnalisation en 2014, 6 M\$ de promesses de financement



Autres financements pour l'adaptation



Alliance mondiale pour les changements climatiques (Global Climate Change Alliance – GCCA) – don : concentré sur les PMA et pays AOSIS. **85 M\$** de budget 2012-2013, dont **60**% attribué en Afrique subsaharienne.

→ Espace CILSS/CEDEAO : 3 projets au Bénin, en Gambie et au Sénégal.

Initiative allemande internationale pour le climat (*German International Climate Initiative* – GICI) – don : **851 M\$** de budget fin 2012 dont 770 M\$ alloués.

→ Espace CILSS/CEDEAO : 2 projets au Mali.

Initiative japonaise pour le démarrage rapide des activités (Japan's Fast Start Finance – FSF) – don et prêt : Initiatives publiques ou privées. 1,6 milliards G\$ alloués.

→ Espace CILSS/CEDEAO : 2 projets au Bénin et au Burkina Faso.

Programme pilote pour la résilience climatique (Pilot Program for Climate Resilience - PPCR) – don et prêt : Priorité aux PMA vulnérables et pays AOSIS. 1,12 G\$ annoncés et 13 programmes approuvés pour 800 M\$.

→ Espace CILSS/CEDEAO : 4 projets aux Niger pour 100 M\$US.



SOMMAIRE



- 1. ETAT DES LIEUX SUR LE FINANCEMENT APRES VARSOVIE
- 2. LES MARCHES DU CARBONE « REGLEMENTES »
- 3. LES MARCHES DU CARBONE « VOLONTAIRES »
- 4. LE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION
- 5. LE FINANCEMENT DU REDD+







Composante	- Milliers d'USD -			%
Composante	Min	Max	Moyenne	Total
1. Consultations / organisation institutionnelle	536	10,157	2,712	20
2. Développement de la stratégie REDD+	500	7,644	3,796	28
3. Calcul du niveau de référence	85	6,153	1,527	11
4. Mise en place du système de MRV	120	30,234	5,108	38
5. Coordination d'ensemble	60	3470	557	3
TOTAL	4 MUSD	40 MUSD	14 MUSD	100

Source: R-PP / FCPF de 18 pays

- → Beaucoup (trop?) d'argent pour les systèmes de *Monitoring, Reporting, Verification* (MRV)...
- → ...et peu (trop peu ?) d'argent pour les stratégies REDD+

Besoins: mise en œuvre du REDD+

Pays	Stratégie REDD+	Mise en œuvre	Actions pilotes	Paiements aux résultats			
	- Millions d'USD -						
Brésil	1	7 500		••			
Centrafrique	20	20					
Tchad	20	20	9	9			
DR Congo	12	700	50	3 000			
Equateur	5						
Gabon	4	3	100	250			
Indonésie	-	10	5				
Mexique	20-30	20-30	50-80	20-40			
Mozambique	0.3	5	0.2	3			
Nigeria	7	5	2	2			
Papouasie - NG		40-50		3 700			
Ouganda	65-123	3-6					

Source: Questionnaires sur les financements du Partenariat REDD+ (Mai 2010)

- → Les besoins varient **très fortement** suivant les pays
- → Peu de pays arrivent à estimer de façon **réaliste** leurs besoins de financement

Besoins globaux à long-terme



- → Actuellement : o,650 GUSD/an d'aide Nord/Sud pour les forêts
- → 2025 : pour diminuer de 25% les émissions de GES liées aux forêts
 - déforestation → 20 GUSD / an
 - dégradation → 4 GUSD / an

Total → 24 GUSD / an

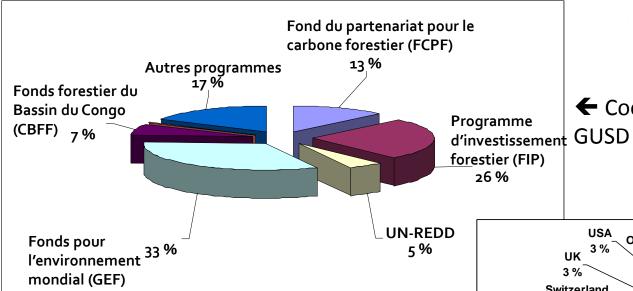
Source : Groupe de travail intérimaire sur le financement précoce du REDD+, 2009

→ 2020 : pour diminuer de 50% les émissions de GES liées aux forêts

Total → 22 à 43 GUSD (34 à 66 fois plus qu'actuellement)

Source : Rapport Eliasch, 2007

Financements REDD+ fast-start 2008-2010

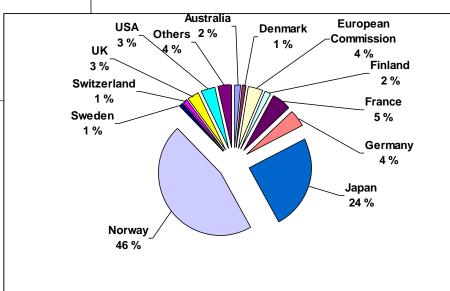


← Coop. multilatérale = 32% = 2,3 GUSD

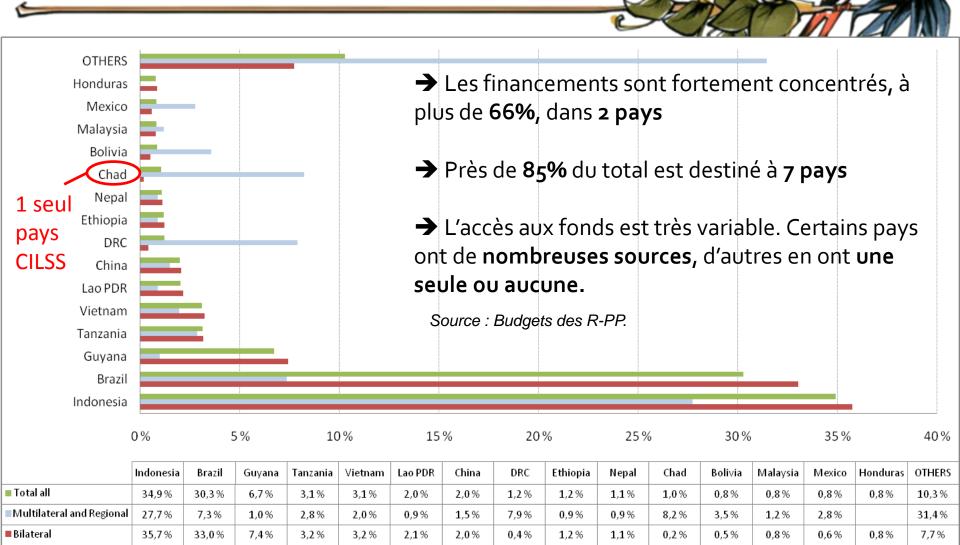
Coop. Bilatérale = 68% = 4,7 GUSD →

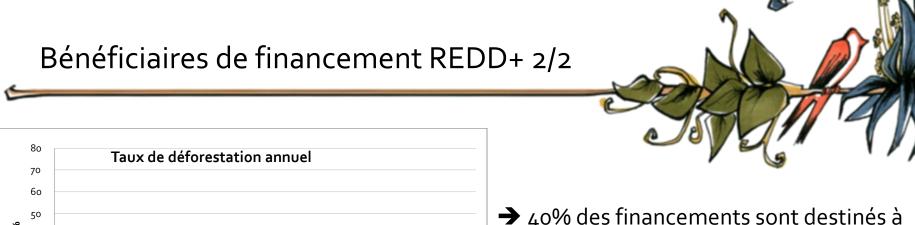
TOTAL = 7 GUSD

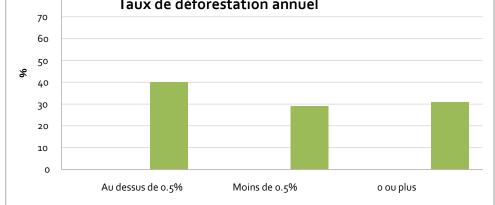
Source : Questionnaires sur les financements du Partenariat REDD+ (Mai 2010)



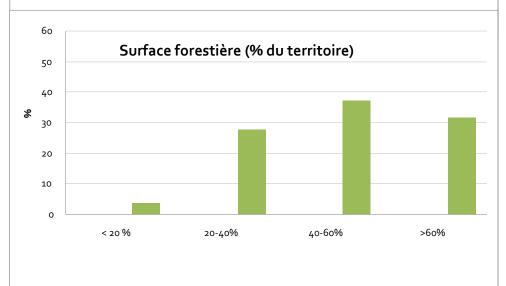
Bénéficiaires de financement REDD+ 1/2







→ 40% des financements sont destinés à des pays à fort taux de déforestation



→ Plus de 66% des financements sont destinés à des pays à fort couvert forestier

FCPF: éléments clefs 1/3



FCPF = Fonds de partenariat pour le carbone forestier

Précédent : BioCarbon Fund, pionnier depuis 2004

Création : juin 2007, via le G8 d'Heiligendamm, puis officialisation en décembre 2007 à

la COP13 de Bali

Porteur : Banque mondiale

Cibles: **tous** les pays tropicaux forestiers

FCPF: éléments clefs 2/3

nts (37

Panels techniques

Assemblée des Participants (37 PVD, 14 pays dvlpés)

- Forum d'échange d'informations
- Réunion annuelle

Fonds de
Préparation
(Gestion
par la Banque
Mondiale)

Comité des Participants (10 PVD / 10 pays dvlpés)

Observateurs (IGO, ONG, peuples indigènes, Privés, UN-REDD, UNFCCC)

Organe de décision politique

Équipe de Gestion du Fonds (Banque Mondiale)

Fonds
Carbone
(Gestion
par la Banque
Mondiale)

Fonds Carbone Comité des Participants

Décision sur les transactions carbone



FCPF: éléments clefs 3/3

FOND DE PREPARATION

230 M\$US

37 pays

Stratégie REDD+

Plan d'actions REDD+

Scénario de référence

Inventaires forestiers (MRV)

Consultations/information

Évaluation des besoins (investissements, capacités)



200 M\$US

5 pays

Paiements basés sur les résultats obtenus

Réductions d'émissions de GES générées par la réduction de la déforestation et dégradation des forêts







Création : septembre 2008

Porteur: Consortium PNUD, PNUE, FAO

But : Appuyer l'élaboration de stratégie et la mise en œuvre nationale du REDD+

Cibles: 17 pays dotées de Plan d'action UN-REDD

31 pays sympathisants





Capitalisation: 52,2 M\$US par Norvège (en nov. 2009)

Décaissements : 37,4 M\$US (dans 6 pays)

Gouvernance (NB : grosse différence avec FCPF = pas de place pour les pays bénéficiaires)

Décision = **Bureau « politique »** (PNUD, PNUE, FAO, Norvège, BM, CCNUCC, GEF, CDB, IUCN, OIBT, etc.)

Conseil = **Secrétariat technique** (FAO, PNUD, PNUE)

Gestion = **PNUD**

Pas d'ouverture à d'autres pays vu la liste d'attente des pays cherchant un financement...

Autres initiatives



Programme d'investissement forestier (FIP) :

- Approuvé en 2009, géré par la Banque mondiale
- 330 MUSD (150 Norvège, 100 UK, 20 USA, 10 Australie, 10 Danemark)
- Opérationnel dans 8 pays pilotes, dont 3 en Afrique (Ghana, Burkina-Faso, RDC)

Initiative forêt climat norvégienne

- 2,5 GUSD promis à la COP14 de Poznań (déc. 2008)
- Peu de décaissement : FCPF (40), UN-REDD (52) + accords bilatéraux avec Brésil, Guyana et Tanzanie (fonds décaissés partiellement)



SalvaTerra

Bureau d'études en environnement, forêt agriculture et développement rural

6 rue de Panama

75018 Paris | France

 ${\sf Email}: \underline{\sf info@salvaterra.fr}$

Tel: +33 6 66 49 95 31

Merci pour votre aimable attention!

